

Convention collective

IDCC : 9651. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES DE POLYCULTURE,  
D'ÉLEVAGE, DE VITICULTURE, CHAMPIGNONNIÈRES,  
CUMA, ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES  
ET RURAUX, MARAÎCHERS  
ET PRODUCTEURS LÉGUMIERS  
(Hautes-Pyrénées)  
(6 juillet 1972)**

(Etendue par arrêté du 20 février 1973,  
*Journal officiel* du 17 mars 1973)

AVENANT N° 94 DU 8 DÉCEMBRE 2014

RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX

NOR : AGRS1597018M

IDCC : 9651

Entre :

La FDSEA des Hautes-Pyrénées ;

La FDCUMA ;

Le syndicat départemental des entrepreneurs des territoires,

D'une part, et

La FD de l'agriculture CFDT ;

La FD de l'agriculture CFTC-Agri ;

La FD des cadres CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 28 « Rémunération » est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 28

*Rémunération*

Ouvriers et employés

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (151,67 heures)
I	1	9,53	1 445,42
	2	9,94	1 507,60

NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (151,67 heures)
II	1	10,02	1 519,73
	2	10,06	1 525,80
III	1	10,30	1 562,20
	2	10,60	1 607,70
IV	1	10,95	1 660,79
	2	11,26	1 707,80

### Techniciens et agents de maîtrise

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (151,67 heures)
I Technicien	1	11,45	1 736,62
	2	11,65	1 766,96
I Agent de maîtrise	2	11,92	1 807,91
II Technicien		12,07	1 830,66
II Agent de maîtrise		12,48	1 892,84

### Cadres

(En euros.)

NIVEAU	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (151,67 heures)
I	12,89	1 955,03
II	13,93	2 112,76

### Gardiens de troupeaux en estive

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (*)
I		9,53	1 806,69
II	1	10,02	1 899,81
	2	10,06	1 907,39
III	1	10,60	2 009,62
	2	10,73	2 034,19
IV		11,31	2 144,30

(\*) Convention de forfait comprenant 35 heures payées au taux normal et 7 heures payées à 125 %.

L'ensemble des éléments de rémunération ne pourra être inférieur au Smic correspondant au travail effectué. »

## **Article 2**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui prendra effet le premier jour du mois suivant la date de publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Fait à Tarbes, le 8 décembre 2014.

(Suivent les signatures.)